

Le point sur la présence de l'histoire appliquée dans les universités canadiennes Taking Stock of Public History in Canadian Universities

Olivier Côté, agent de liaison étudiante au sein du conseil d'administration de la Société historique du Canada / Student liaison officer on the Board of Directors of the Canadian Historical Association

L'histoire appliquée est, pour reprendre la définition de l'historien Lyle Dick, avant tout modelée par et pour le grand public^[1]. Elle comprend plusieurs domaines d'application : celui d'abord de la muséologie; celui ensuite de la mise en récit du passé dans la littérature; celui, plus récent, de la mise en forme télévisuelle et cinématographique du passé et de la conception de sites Internet à caractère historique. Citons ici les exemples récents des sites HistoireEngagee.ca et Activehistory.ca, qui ont l'ambition de situer les enjeux actuels dans une perspective historique. On peut aussi répertorier, au nombre des pratiques en histoire appliquée, l'expertise historienne dans le domaine judiciaire^[2].

Tandis que les domaines d'application de l'expertise historienne se multiplient depuis les 30 dernières années, qu'en est-il de la formation historique offerte actuellement dans les universités? S'adapte-t-elle à cette nouvelle réalité? Une manière de mesurer ce niveau d'adaptation est de recenser les cours d'histoire sur ce sujet offerts en 2011 dans l'ensemble des universités canadiennes. Bien malin celui qui pourrait mesurer la totalité de l'offre de cours, considérant la variabilité des titres des cours et les variations de l'offre de cours d'une session à l'autre. Cela, c'est sans compter tous les cours offerts sur la mémoire, le patrimoine et l'histoire de l'histoire. Il faut aussi recenser dans le lot l'application, à l'Université Laval, d'une activité d'intégration et de transition obligatoire aux étudiants en fin de baccalauréat, qui vise à assurer la transition des étudiants vers le marché du travail.

Une autre façon de mesurer l'adaptation des programmes d'histoire à la nouvelle réalité du marché du travail est de répertorier les programmes universitaires offerts en histoire appliquée. Au baccalauréat, sur un total de 52 universités qui offrent un programme d'histoire de 1^{er} cycle, on compte un profil « Histoire appliquée avec stage » (« Public history with internship ») à l'université Concordia (Montréal) et une majeure en histoire appliquée à l'université Bishop (Sherbrooke).

Sur une quarantaine d'universités canadiennes qui offrent des programmes d'histoire d'études supérieures, seulement trois universités proposent un programme d'histoire appliquée à la maîtrise. Il s'agit de l'Université Carleton, de l'University of Western Ontario et de l'Université du Québec à Montréal, la seule université francophone à offrir un tel programme. L'University of Waterloo a cessé d'offrir un programme de ce type en 2005.

Les études doctorales en histoire, le tremplin traditionnel qui mène à une carrière universitaire, sont orphelines d'un programme en histoire appliquée, bien que l'offre de cours puisse parfois suppléer à cette faiblesse et que nombre d'universités donnent à leurs étudiants la possibilité de se

Public history is, to cite the definition of historian Lyle Dick, historical practice carried out of, by, and for the public.^[1] It is applied in several fields, namely museum studies, the recounting of the past through literature, and, more recently, the recounting of the past through television and film and the development of websites of a historical nature. Some recent examples of the latter have included the sites HistoireEngagee.ca and Activehistory.ca, which strive to examine current issues from an historical perspective. Public history practice also includes the application of history expertise to the legal field.^[2]

While the fields in which history expertise is applied have been expanding over the past 30 years, has the training that universities now provide historians kept up? Is their training tailored to this new reality? One way of measuring this fit would be to compile an inventory of the history courses on this subject offered by all Canadian universities in 2011. However, such an endeavour would be no small feat, considering the variability existing within course titles and the variations occurring within course offerings from one session to another, not to mention all the courses being offered in memory, heritage and the history of history. Also essential to factor in would be *Université Laval's* required integration and transition activity helping bachelor-level graduates' transition into the labour market.

Another way of measuring the fit between history programs and the new labour force reality would be to compile an inventory of the university programs offered in public history. Among the 52 universities offering undergraduate history programs, one offers a "public history with internship profile" (Concordia University, Montreal) and another offers a major in public history (Bishop's University, Sherbrooke).

Among the approximately 40 Canadian universities offering graduate history programs, only three have master's programs in public history, namely Carleton University, the University of Western Ontario and the Université du Québec à Montréal, with the latter being the only Francophone university to offer such a program. The University of Waterloo ceased offering a program of this nature in 2005.

No public history programs exist at the doctoral level, the traditional launching pad for an academic career, although course offerings can sometimes help bridge this gap and many universities give their students the option of specializing in this field. In short, an overview of the situation indicates that, at all levels, public history is primarily offered in Quebec and Ontario, with this breakdown theoretically reflecting the geographic concentration of public and private sector employment opportunities in the leading public history fields.

spécialiser dans ce domaine. C'est dire qu'à tous les cycles l'histoire appliquée est surtout offerte au Québec et en Ontario, reflet hypothétique de la concentration géographique des offres d'emploi publiques et privées dans les domaines de prédilection de l'histoire appliquée.

On compte aussi quelques programmes de maîtrise en gestion de documents administratifs et en archivistique (Université Laval, University of British Columbia), de même qu'au doctorat (University of British Columbia). C'est sans compter les programmes en muséologie et en gestion muséale, qui ne sont que partiellement liés à la diffusion de l'histoire (Université Laval, Université du Québec à Montréal, University of Toronto, Ryerson University, University of Alberta), et les microprogrammes qui constituent un tremplin vers le monde de l'enseignement (DESS notamment).

Comment expliquer cette mauvaise répartition des programmes, du moins sur le plan géographique, et leur rareté? Comment expliquer que, d'une part, la demande sociétale pour l'expertise historique se diversifie et que, d'autre part, la vaste majorité des universités n'offre pas de profil ou de programme en histoire appliquée? Nous nous retrouvons ici avec le paradoxe de l'œuf et de la poule : assiste-t-on à la fixation de l'offre en histoire appliquée par les choix de cours des étudiants? Ou s'agit-il plutôt que le milieu universitaire s'en remet, pour l'essentiel, à des cours optionnels, souvent donnés par des chargés de cours de passage, ou par de trop rares professeurs dont l'histoire appliquée est souvent un champ d'expertise secondaire? Une troisième explication possible pourrait être qu'une bonne part des historiens universitaires perçoivent encore l'histoire appliquée comme un champ de recherche et d'expertise d'importance négligeable, aux rudiments encore mal définis[3].

Avec l'embauche, de plus en plus restreinte, de nouveaux professeurs d'université en histoire, nous sommes en droit de nous demander pourquoi la formation universitaire aux cycles supérieurs est encore largement confinée à la voie universitaire dite classique. Certes, c'est par la professionnalisation de leur formation que les historiens ont acquis leurs lettres de noblesse dans l'étude du passé; c'est également par leur formation universitaire qu'ils ont été et sont encore habilités à exercer leur capacité d'analyse et de recherche au plus grand bénéfice de la société. Certains seraient peut-être tentés de dire, évoquant l'importance du maintien de l'indépendance des universités si chèrement gagnée : l'université devrait-elle s'adapter aux demandes du marché du travail? À cela, je répondrais par deux questions, qui s'inspirent de préoccupations éminemment étudiantes : ne devrait-on pas mieux outiller les étudiants, singulièrement ceux des cycles supérieurs, aux domaines d'application de l'histoire en dehors de l'université, sinon les prémunir contre cette idée que l'historien n'a pas de débouché en dehors de l'université, que la seule voie valable soit celle de l'historien universitaire de carrière? Ne pourrait-on pas s'assurer de la formation minimale de l'étudiant des cycles supérieurs à communiquer en dehors du cénacle universitaire?

There also exist a few master's programs (Université Laval, University of British Columbia) and one doctoral program (University of British Columbia) in administrative document management and archival science. There are some programs in museum studies and museum management, which are only partially related to the dissemination of history (Université Laval, Université du Québec à Montréal, University of Toronto, Ryerson University, University of Alberta) and microprograms providing an entry point into the teaching profession (graduate diplomas in particular).

How to explain this poor distribution of programs, at least geographically, and their rarity? How to explain that, on the one hand, societal demand for history expertise is broadening while, on the other hand, the vast majority of universities offer no profiles or programs in public history? We find ourselves before the paradox of the chicken and the egg. Are the limited offerings in public history a function of students' course selections? Or are we seeing universities rely, for the most part, on optional courses, often given by passing lecturers or all too rare professors for whom applied history is often a secondary field of expertise? A third possibility could be that significant numbers of academic historians still perceive public history to be a field of research and expertise that is both poorly defined and of negligible importance.[3]

With the increasingly limited hiring of new university professors in history, we are entitled to wonder why graduate university training remains largely confined to the so-called classic academic path. Of course, it has been through the professionalization of their training that historians have acquired their letters of nobility in the study of the past; it is also through their academic training that they have been able to exercise their analysis and research capabilities to the greater benefit of society. Some would perhaps be tempted to ask, evoking the importance of maintaining universities' hard won independence, whether universities should adapt to labour market demands. To this I would respond with two questions rooted in eminently student-related concerns. First, should we not better equip students, especially at the graduate level, for the fields where history is applied outside university, not to mention disabuse them of the notion that a historian has no opportunities outside university and that a university history career is the only valid path? Second, could we not provide graduate students with a minimum of training that would equip them to communicate outside the academic setting?

[1] Lyle Dick, "Public History in Canada : An Introduction," *The Public Historian*, vol. 31, n° 1 / no. 1, p. 7.

[2] *Ibid.*

[3] Site Internet / Website <http://www.universityaffairs.ca/history-for-the-people.aspx>, consulté le 13 février 2011 / consulted on February 13, 2011.